



VILLE DE TRÉLISSAC

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

La loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 met fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19. Depuis le 1<sup>er</sup> août 2022, s'appliquent de nouveau les règles de droit commun :

- pour les réunions de l'organe délibérant, le quorum est fixé à la majorité des membres en exercice,
- pour la tenue des séances, un élu ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Date de convocation du Conseil municipal : ..... 29 septembre 2022

Date d'affichage de la convocation : ..... 29 septembre 2022

\*\*\*

Le cinq octobre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures,

Nombre de Conseillers :

- En exercice..... : 29
- Présents..... : 23
- Représentés ..... : 6
- Votants..... : 29

Le Conseil municipal de la Commune de TRÉLISSAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire et en séance publique, à la Mairie, sous la présidence de M. Francis COLBAC, Maire.

M. Olivier GEORGIADÈS a été nommé Secrétaire de séance.

**Objet : INTÉGRATION DANS LE DOMAINE COMMUNAL D'UNE SECTION DE LA PARCELLE CADASTRÉE AO N°192 RELIANT LA ROUTE DE MALAYOLLE AUX RÉSIDENCES DU CLAUD-FARDEIX**

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** M. Francis COLBAC, Mme Nadine BUFFIÈRE, M. Bertrand BOISSERIE, M. Francis CHRISTMANN, Mme Méloë COLBAC-BEAUVIEUX, M. Olivier GEORGIADÈS, Mme Sandrine HARTMANN, M. Éric LELOGEAS, Mme Monique RAT, Mme Jeanine DELPIT, M. Daniel SAINT-ANDRÉ, M. Fabrice FAUVET, Mme Nathalie SALOMON, Mme Mariette LAVIGNE, M. Laurent BARBEZIEUX, M. Mathieu NABOULET, Mme Ludivine DECABRAS, Mme Béatrice BILLEAU-LABROCHERIE, M. Éric FALLOUS, M. Benoist GUILLET, Mme Nelly FROMENTIÈRE, Mme Catherine BONNAUD-CATTEROU,

**EXCUSÉS :** Mme Véronique BOUNET (mandataire M. Daniel SAINT-ANDRÉ), Mme Christine CONORD (mandataire Mme Monique RAT), Mme Cécilia GRANDCHAMP (mandataire M. Fabrice FAUVET), M. Jean-Christophe EYRAUD (mandataire M. Francis CHRISTMANN), M. Philippe JOLIVET (mandataire Mme Nadine BUFFIÈRE), M. Dorian CLUZEAU (mandataire M. Bertrand BOISSERIE), Mme Audrey ROUCHE (mandataire M. Éric FALLOUS),

lesquels, formant le quorum, ont pu délibérer.

La collectivité a contacté les nouveaux acquéreurs de la parcelle cadastrée AO n°192 afin que lui soit rétrocédée une bande de terrain - d'une longueur d'environ 50 mètres et d'une largeur de 3 mètres - qui permettrait de relier la route de Malayolle aux résidences du Claud-Fardeix.

Il a été entendu que l'indemnité de rachat sera établie au prix d'achat de la parcelle et que tous les frais afférents aux travaux de clôture prévus seront à la charge de la commune.

Il est à cet effet proposé à l'Assemblée l'intégration dans le domaine privé de la commune d'une section de la parcelle concernée, d'une contenance de 151 m<sup>2</sup>.

En application de l'article L. 2241-1 du code général des collectivités territoriales, le service des Domaines doit être consulté sur cette opération immobilière et la délibération du Conseil municipal arrêtant le projet devra se faire au vu de son avis.

#### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL :**

- **APPROUVE** le projet d'intégration de la bande de terrain AO n°192p, d'une contenance de 151 m<sup>2</sup>, dans le domaine privé de la commune ;
- **PRÉCISE** que le service des Domaines doit être consulté pour avis sur cette acquisition ;
- **DÉCIDE** la mise en place d'une clôture à la charge de la commune ;
- **AUTORISE** le Maire à procéder aux formalités nécessaires et à signer, lui ou son délégué, tous actes et pièces s'y rapportant.

Fait à TRÉLISSAC, le 6 octobre 2022

Le Secrétaire de séance



Olivier GEORGIADÈS

Le Maire



Francis COLBAC

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de plein droit de cet acte à compter :

↳ de sa publication électronique sur le site de la commune le.....: 26 OCT. 2022

et

↳ de sa transmission en Préfecture au titre du contrôle de légalité le.....: - 7 OCT. 2022

#### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant le porter à connaissance des intéressés de cet acte - publication électronique sur le site internet de la commune (article L. 2131-1 du CGCT) - par courrier adressé au Tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet - CS 21490 - 33063 Bordeaux Cedex) ou par l'application « *Télérecours citoyen* » accessible à partir du site « *www.telerecours.fr* ».

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ou deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.